

Processus de développement local durable de Opunohu



Partie II

Arata'i

Aide à l'organisation du développement local durable
et de la gestion intégrée terre-mer de Opunohu

– enjeux – objectifs – gouvernance – actions – outils –

Commune associée de Papetoai, Moorea





Sommaire

1. Les enjeux de gestion intégrée à Opunohu, Moorea	5
1.1. Principaux éléments de diagnostic	6
1.1.1. Synthèse des résultats majeurs du diagnostic territorial.....	6
1.1.2. Résultats majeurs des ateliers de concertation et des enquêtes	10
1.2. Définition des enjeux et des valeurs partagées.....	12
1.2.1. Les enjeux	12
1.2.2. Les valeurs.....	12
1.3. Analyse stratégique et prospective.....	13
1.3.1. Ce qu'il faut réussir	13
1.3.2. Un processus de développement local durable plutôt qu'un Plan de gestion intégrée de la zone côtière	14
2. Les objectifs de développement local durable à Opunohu	17
2.1. La logique et les résultats recherchés	17
2.1.1. Une logique entre symbolisme et pragmatisme	17
2.1.2. Les résultats concrets attendus par les acteurs locaux.....	17
2.2. Les quatre grands objectifs du processus de développement local durable.....	19
2.2.1. Quatre grands objectifs répondant aux attentes des acteurs locaux	19
2.2.2. Les objectifs concrets et activités concrètes à mettre en œuvre	19
3. La gouvernance du processus de développement local durable à Opunohu	21
3.1. Le renforcement de la représentation des habitants	21
3.1.1. L'identification des acteurs locaux à impliquer dans le processus	21
3.1.2. Création des instances permettant d'organiser une nouvelle gouvernance participative	21
3.2. Une organisation garantissant le dialogue entre les acteurs locaux et assurant une place	22
4. Les actions et les outils	23
4.1. Les actions enclenchées, premières graines du processus de développement local durable.....	23
4.1.1. Les premières actions pour une réappropriation symbolique du Domaine de Opunohu	23
4.1.2. L'articulation entre les différents comités participatifs	24
4.2. Les outils	24
4.2.1. Les fiches projets : « ce qu'on veut faire ».....	25
4.2.2. Les fiches actions : « ce qu'on a réussi à faire ».....	25
4.2.3. Planification, évaluation et adaptation	24

Table des figures

Figure 1 : Carte schématique du territoire de la commune associée de Papetoai	7
Figure 2 : Carte schématique des principales activités et pressions environnementales sur le territoire de la commune associée de Papetoai	9
Figure 3 : Schéma synthétique des propositions d'action émanant de la population locale de la commune associée de Papetoai lors de l'atelier participatif de juin 2016.	10
Figure 4 : Schéma représentant les quatre grands résultats recherchés par le processus de développement local durable de Opunohu	17
Figure 5 : Schéma représentant le modèle de gouvernance proposé	22
Figure 6 : Carte schématique des différents comités de concertation et des principales actions programmées ou enclenchées sur le territoire de la commune associée de Papetoai	23
Figure 7 : Schéma de la planification générale du processus de développement local durable sur un cycle de 10 ans.....	24

Note

L'orthographe des noms tahitiens est francisée dans toutes les parties de ce texte en langue française par souci de commodité, sauf lorsque les noms sont volontairement cités en langue tahitienne (*reo mā'ohi*). Ainsi, par exemple, 'Ōpūnohu s'écrit Opunohu dans le texte en français, sauf lorsqu'il est cité dans une phrase en *reo mā'ohi*.

Préambule

L'ensemble du présent document « Processus de développement local durable de Opunohu » composé de trois parties (I. 'Ōpūnohu, II. Arata'i, III. 'A ha'a 'āmui), est le fruit d'un travail participatif important, mis en œuvre de 2015 à 2018 par la Commune de Moorea et les service de la Polynésie française. Ce travail a été impulsé et appuyé techniquement par les projets INTEGRE et RESCCUE coordonnés par la Communauté du Pacifique (CPS), projets respectivement financés par l'Union européenne (10^e FED) et l'Agence française pour le Développement (AFD). Ces projets avaient, dès leur genèse, l'ambition de promouvoir la « gestion intégrée des zones côtières » (GIZC) dans les archipels du Pacifique.

La gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est une démarche et un outil de gouvernance des territoires littoraux visant un développement durable. Elle promeut une gestion intégrée de l'espace et des ressources prenant simultanément en compte les enjeux terrestres et marins, naturels, économiques et sociaux d'une zone littorale définie comme territoire cohérent de réflexion et d'action. Née des suites du sommet de Rio (1992) et de l'approche Agenda 21, la Communauté européenne l'a recommandée par une série de communications, démonstrations et recommandations (2002-413-CE). En France, la Commission « Environnement littoral » a défini en 2002¹ la GIZC comme « **un processus dynamique, continu et itératif destiné à promouvoir le développement durable des zones côtières. L'intégration porte sur les objectifs, les nombreux instruments requis pour les réaliser, les domaines d'action (secteurs et niveaux administratifs), ainsi que les espaces terrestres et marins. La GIZC est pluridisciplinaire par essence. Elle relève à la fois des dimensions environnementale, économique et sociale. Elle couvre l'ensemble du cycle décisionnel comprenant la collecte d'informations, la planification, la prise de décisions, la gestion et le suivi de la mise en œuvre sur un territoire donné. Cette élaboration stratégique met en œuvre la « démocratie participative », incluant tous les acteurs, d'un bout à l'autre du processus.** »

Dès le montage des projets INTEGRE et RESCCUE, la Polynésie française avait choisi le site de Opunohu comme un site pilote prioritaire pour développer la méthodologie du premier « Plan de gestion intégrée des zones côtières » (PGIZC) de Polynésie française.

L'ensemble des études et du travail participatif présenté dans les présents documents avait donc comme commande initiale de bâtir ce Plan de gestion intégrée des zones côtières (PGIZC). Le diagnostic de territoire (Partie I.) avait comme mission d'analyser les contraintes et les éléments de contexte à prendre en compte pour poser les bases objectives du dialogue avec les parties-prenantes du PGIZC à construire. Nous verrons maintenant dans les Partie II. et Partie III., comment forts de ce diagnostic, les acteurs ont réussi à bâtir ce plan et comment ils ont fait évoluer la sémantique initiale de « PGIZC » vers ce « **Processus de développement local durable de Opunohu** » approprié et finalement très en phase avec la définition citée plus haut de la GIZC par la Commission « Environnement littoral ».

¹ Commission Environnement littoral, 2002- *Pour une approche intégrée de gestion des zones côtières – initiatives locales – Stratégie nationale*, Rapport au Gouvernement, Septembre 2002, 82 p.



1. Les enjeux de gestion intégrée à Opunohu, Moorea

1.1. Principaux éléments de diagnostic

1.1.1. Synthèse des résultats majeurs du diagnostic territorial

Ce paragraphe vise à extraire de manière très synthétique les résultats majeurs du diagnostic territorial réalisé par Frédéric Torrente (CRIOBE) avec la collaboration de Hereiti Arapari (INTEGRE/ Commune de Moorea). Ces résultats expliquent le contexte et nous aident à interpréter les choix des acteurs locaux. Cette lecture analytique du diagnostic permettra d'explicitier notamment la manière dont sont ressentis et pensés les enjeux majeurs auxquels les acteurs locaux font face pour la gestion intégrée de Opunohu.

Le diagnostic a suivi une grille d'analyse dite « TERA » (Territoire, Événements, Risques, Acteurs) pour décrire le contexte spécifique de Opunohu. Au regard des résultats obtenus, il semble plus explicite encore de changer légèrement l'ordre de présentation et de proposer une synthèse analytique selon une trame que l'on pourrait dénommer « TEAR » (Territoires, Événements, Acteurs, Risques).

Un territoire emblématique

Le territoire de Opunohu apparaît être un territoire emblématique à plusieurs titres et il n'est pas étonnant que ce site ait été choisi par la Polynésie française.

En premier lieu, le site de Opunohu est un paysage remarquable et emblématique de Moorea et de la Polynésie française toute entière. Paysage spectaculaire et icône de la Polynésie française dans toute l'imagerie touristique, ce paysage comporte en outre de multiples sites sacrés (Montagne Rotui, des sites archéologiques en nombre comportant des marae, le premier temple protestant de Polynésie française à Papetoai), il peut être considéré comme un haut-lieu naturel, culturel et touristique de la Polynésie française.

En second lieu, ce site est très représentatif de l'ambivalence des politiques publiques qui cherchent à réussir l'articulation entre un développement économique fondé sur le tourisme de masse et la préservation d'un caractère authentique de son environnement et des sites remarquables. A titre d'exemple, lors des ateliers de travail pour la révision du PGEM de Moorea, les élus de la commune de Moorea présents ont défini le nord de l'île comme la zone devant concentrer le développement touristique de masse tout en affirmant le rôle écotouristique de la vallée et de la Baie de Opunohu. En ce sens, Opunohu est emblématique de la synthèse à trouver en matière de développement d'un tourisme soutenable, authentique et durable en Polynésie française, malgré des flux grandissants et concentrés géographiquement.

Enfin, le territoire de Opunohu concentre un nombre spectaculaire de spécificités remarquables. Le « Domaine de Opunohu » géré par la Direction de l'agriculture de la Polynésie française recouvre quasiment l'intégralité de la plus grande vallée de la commune associée de Papetoai, soit environ la moitié de sa surface, ce qui est considérable (cf. figure 1). Les sites archéologiques et le belvédère qui permet une vue extraordinaire sur le Mont Rotui et les deux grandes baies du nord de Moorea font partie des sites les plus visités de Polynésie française (plus de 60.000 visiteurs par an). Le domaine concentre aussi le Lycée agricole de Polynésie française fréquenté par des jeunes issus de tous les archipels, ainsi que de nombreuses parcelles mises en valeur en élevage et en plantations d'ananas, auxquelles il faut rajouter quelques sites d'écotourisme (sentiers de randonnée, accrobranche, etc.). En bas de vallée, hors « domaine », le site accueille le CIOBE, un centre de recherche de renommée internationale, et une exploitation de crevetticulture. Le lagon est quant à lui très fréquenté par les



plaisanciers, les croisiéristes, les prestataires touristiques, les pêcheurs lagunaires locaux, les baigneurs (plage de Tahiamanu) et autres usagers.

En d'autres termes, la concentration d'activités privées et publiques et la présence forte des pouvoirs publics du Pays dans le paysage créent une tension sur la vocation du site.

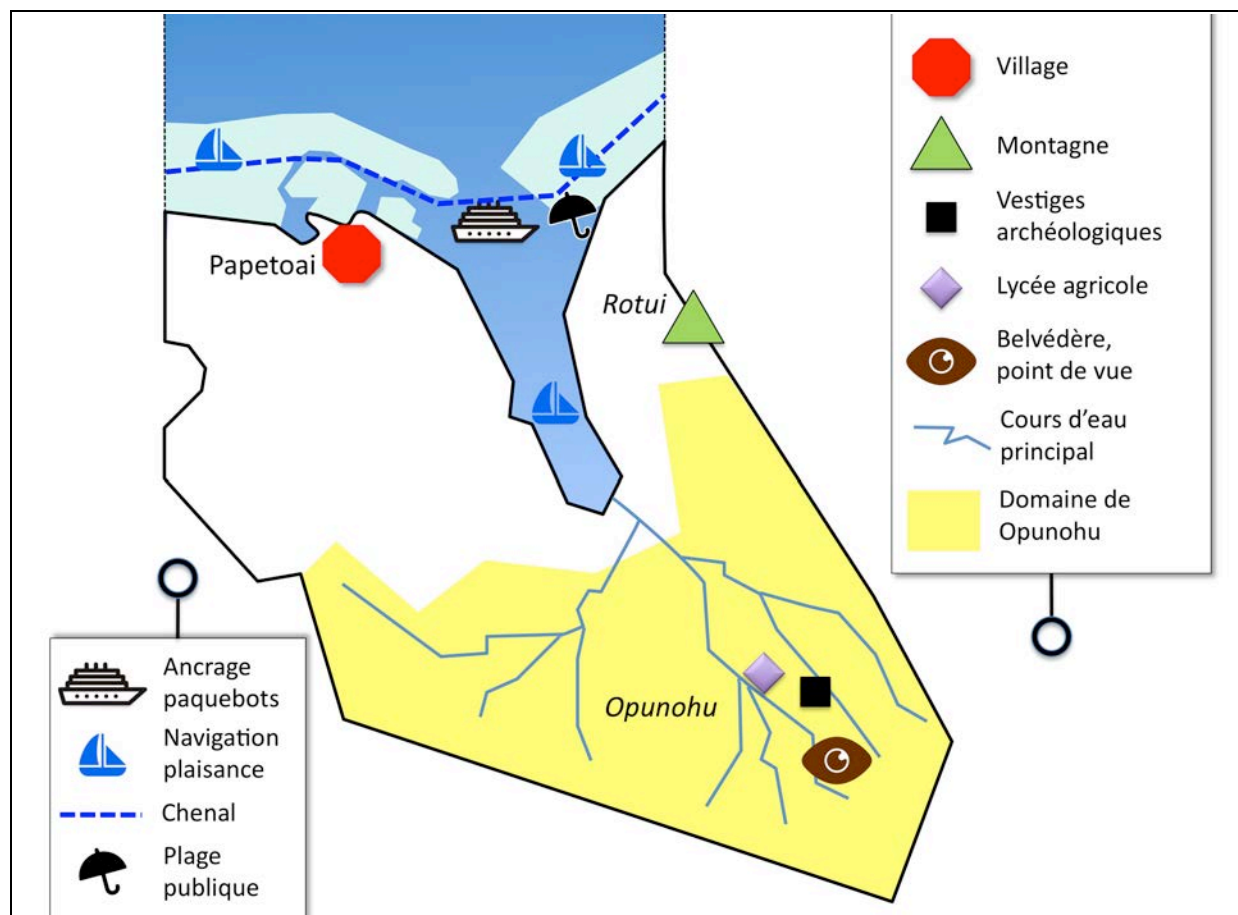


Figure 1 : Carte schématique du territoire de la commune associée de Papetoai

Des événements du passé et actuels qui pèsent lourd

Le diagnostic permet également de mesurer à quel point l'héritage historique et foncier est lourd et très présent pour la population locale. Religion et colonisation ont créé une situation de concentration des populations sur le littoral, la vallée ayant été foncièrement spoliée et vidée de sa population, provoquant un sentiment d'exclusion et d'injustice.

La transformation des régimes fonciers et la simplification cadastrale dans un contexte de forte démographie concentrent aussi la population sur des espaces restreints. Cette contrainte est accentuée par le Plan général d'aménagement (PGA) qui contraint l'habitat d'une population grandissante dans des espaces limités.

Les dernières années, l'essor du tourisme et les autorisations données à de nombreux prestataires touristiques de développer des projets sur terre comme sur mer, ainsi que l'expansion de l'agriculture commerciale, d'ananas notamment, viennent renforcer le sentiment d'injustice face à un développement qui ne profite pas aux habitants et perçu comme à deux vitesses, privilégiant ceux qui ont des moyens économiques pour investir.



En définitive, la population autochtone de la commune associée de Papetoai a un sentiment d'injustice largement partagé, qui vit une série de contraintes imposées « de l'extérieur », l'Administration actuelle, les étrangers et la colonisation ancienne étant mis sur le même plan.

Des acteurs en tension

Le jeu d'acteurs est complexe. Les collectivités territoriales (Pays et communes) et les Églises sont très présentes dans tous les champs de la vie des gens et les clivages entre partis, entre réseaux de pouvoirs et entre obédiences divisent la population, les acteurs économiques et les associations.

Par ailleurs, le diagnostic met le doigt sur la crise sociale qui sévit dans la commune de Papetoai, il décrit la réalité socio-économique et sur la marginalisation d'une partie de la population, en particulier de nombreux jeunes, qui rajoute aux tensions internes à la société autochtone démunie face à un certain délitement des liens communautaires tels qu'ils ont pu exister par le passé. Le poids des contraintes administratives et réglementaires perçues comme exogènes, le confinement de l'habitat et des cultures dans des terres considérées désormais comme trop petites, le processus d'atomisation des groupes sociaux en familles nucléaires et d'individualisation des parcours de vie, les phénomènes de délinquance, créent tout à la fois du découragement, de la colère et de l'inquiétude pour l'avenir des jeunes générations. Pour autant, le tissu associatif et les paroisses sont dynamiques et permettent de compenser partiellement ces difficultés.

Mais le sentiment d'une économie à deux vitesses marginalisant une partie de la population villageoise provoque un manque de confiance dans les institutions et les acteurs en charge des collectivités territoriales, dans les acteurs politiques en général et dans les acteurs économiques considérés comme des nantis méprisant ou ignorant la population locale. Un véritable climat de défiance révèle l'état de tension dans lequel sont les familles locales. Une grande partie de la population de Papetoai est silencieuse et seuls quelques porte-parole expriment une revendication autochtoniste, fortement influencée par l'Église protestante et largement partagée, de reconnaissance identitaire et culturelle mêlée à une revendication de meilleure insertion socio-économique.

Risques réels, risques perçus

Le diagnostic fait un état des lieux précis des principaux risques avérés ou supposés.

- **Les risques environnementaux et paysagers**

Les pressions environnementales sont multiples sur le territoire de la commune associée de Papetoai. Ces pressions génèrent des risques environnementaux réels et des inquiétudes vis-à-vis de risques supposés à long terme. Les uns et les autres sont légitimes.

Les risques principaux évoqués par les acteurs locaux peuvent se résumer aux suivants :

- Le risque d'érosion et de pollution des bassins versants par les différentes activités, notamment celle de la culture de l'ananas (mais aussi potentiellement la crevetticulture et l'élevage), pouvant avoir comme conséquences majeures une hyper-sédimentation en fond de baie de Opunohu et de potentielles pollutions chimiques des eaux fluviales et marines ;
- Le risque de flux touristiques trop importants et mal encadrés, en particulier liés aux flux de bateaux de croisières et de plaisance, qui pourraient avoir comme conséquence une surfréquentation et une dégradation des sites patrimoniaux, des récifs coralliens et des milieux terrestres ;
- Le risque paysager lié à des aménagements inadéquats ou trop importants, ainsi qu'à la dégradation des milieux et de la biodiversité ;
- Le risque de dégradation du littoral de plus en plus artificialisé ;



- Le risque de combinaison de tous ces facteurs pouvant entraîner des impacts sur les ressources majeures pour la survie des populations locales, en particulier sur les ressources lagunaires, la continuité entre la terre et la mer étant pour les acteurs locaux une évidence culturelle et écologique.

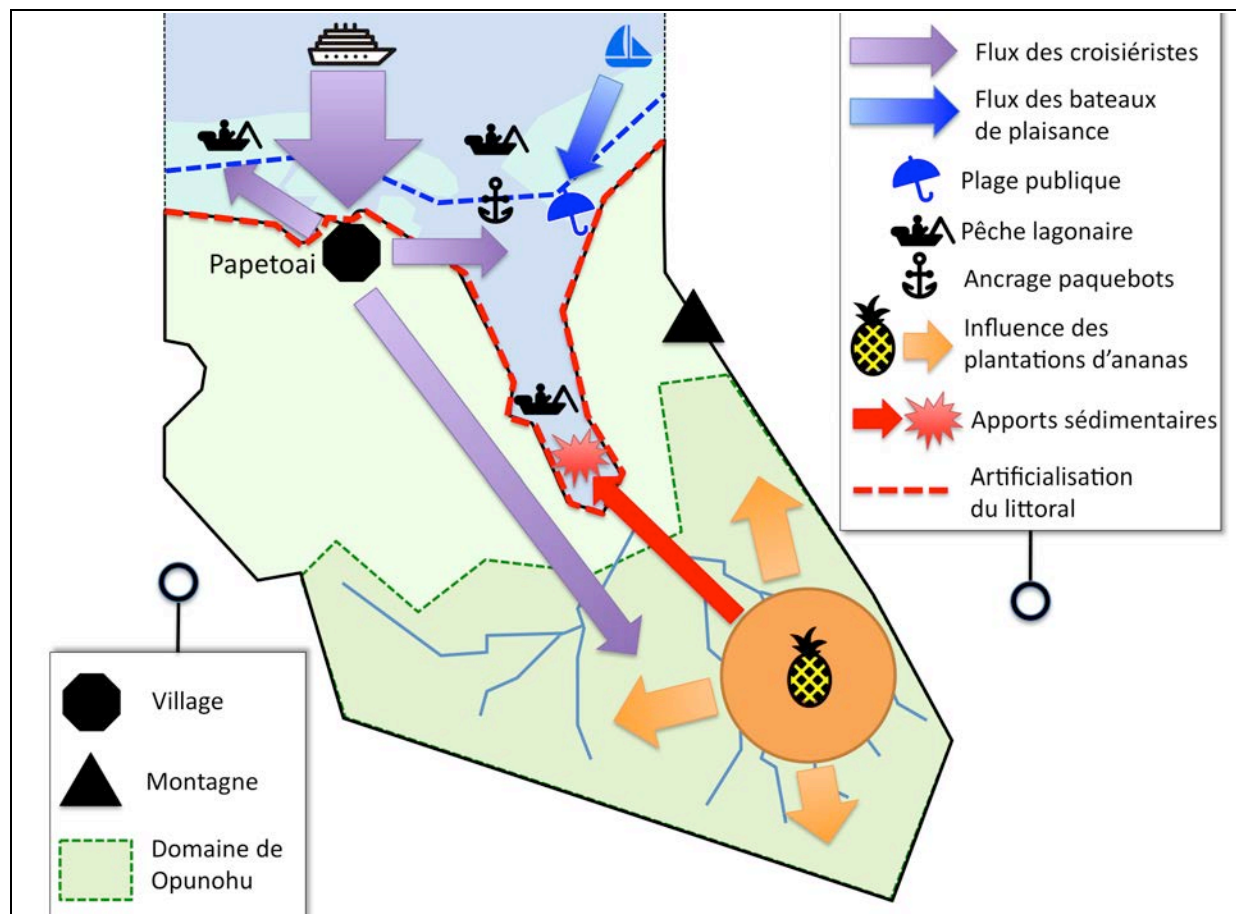


Figure 2 : Carte schématique des principales activités et pressions environnementales sur le territoire de la commune associée de Papetoai

- Les risques sociaux et économiques

Les risques sociaux à Papetoai sont bien réels. Les taux de chômage chez les jeunes, les témoignages concernant des actes de délinquance et la précarité de nombreuses économies familiales dépendantes de leurs ressources primaires sont des réalités du quotidien avérées. A cela se rajoute une perception de risques plus complexe et plus subjective, liée autant à la situation présente qu'à l'accumulation historique de contraintes et de déstructurations sociales :

- La dégradation de l'environnement semble être progressivement devenu le symbole même de la domination extérieure, de l'impuissance des populations locales sur leur Fenua et de l'injustice ainsi générée ;
- L'érosion culturelle et la dégradation du cadre de vie est pour certains acteurs locaux concomitant du risque d'atomisation de la communauté et de la crainte qu'un modèle individualiste exogène n'écrase la communauté locale traditionnelle mā'ohi ;



- La précarisation économique des familles est désormais perçue comme une marginalisation sociale et économique planifiée et désirée par le monde politique, tant le sentiment que la priorité est systématiquement donnée aux promoteurs et aux porteurs d'activité économique qui ont de l'argent et qui investissent ;
- Le sentiment généralisé est qu'une économie à deux vitesses est désormais la règle et que l'exclusion d'une partie de la population, en particulier autochtone, est le prolongement des relations de domination héritées de la colonisation.

Le diagnostic met ainsi en lumière un point crucial pour envisager répondre de manière adaptée à la situation locale. Les risques auxquels tout projet de gestion intégrée de Opunohu doit répondre sont tout à la fois des risques réels, avérés et mesurables en matière d'environnement et de crise sociale et économique, que des risques potentiels tels qu'ils sont perçus et interprétés par les acteurs locaux. Tout processus de développement durable de la commune associée de Papetoai exige donc une approche « technique » pour pallier aux problématiques concrètes sur le territoire, mais exige aussi une approche dans le champs « politique », au sens très large du terme et non réduit au jeu politique des partis, afin que les acteurs puissent progressivement dialoguer au sujet de leur territoire, mieux se comprendre et réduire les rapports de force. Dans un tel contexte, les symboles ont autant d'importance que les actions concrètes pour construire un état général de confiance entre les acteurs, de confiance dans les capacités propres de chacun et dans l'avenir.

1.1.2. Résultats majeurs des ateliers de concertation

Un atelier de concertation avec la population locale a été organisé en juin 2016. Cet atelier a permis de compléter et au final a largement confirmé l'analyse du diagnostic, chacun s'exprimant sur les problèmes et risques majeurs qu'il percevait. L'atelier a en outre permis de poser les bases d'une organisation des activités que les parties-prenantes souhaitaient mettre en œuvre. Trois axes de propositions concrètes ont été retenus et de nombreuses actions proposées par la population, dont beaucoup d'entre elles ont été par la suite retenues et soutenues par le projet INTEGRE.

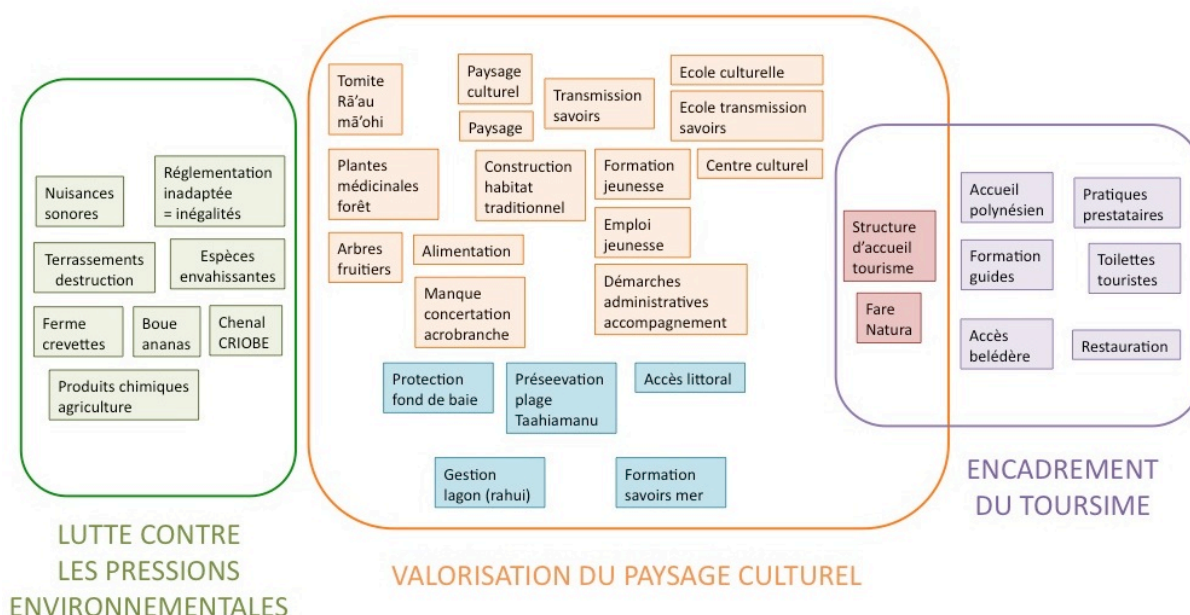


Figure 3 : Schéma synthétique des propositions d'action émanant de la population locale de la commune associée de Papetoai lors de l'atelier participatif de juin 2016.



- Axe 1 : la lutte contre les pressions environnementales

Pour toutes les raisons évoquées précédemment, la lutte contre les pressions et les dégradations environnementales, réelles ou supposées, suscite beaucoup de propositions concrètes de la part des acteurs locaux. Si certaines actions proposées peuvent être appuyées par la population elle-même comme par exemple la lutte contre les espèces envahissantes, les acteurs locaux ont clairement insisté sur le fait qu'ils n'avaient aucune prise sur la plupart de ces pressions et que c'était aux pouvoirs publics de réguler et d'intervenir, ayant non seulement compétence sur le domaine de Opunohu, mais aussi sur le cadre juridique de régulation, et ayant la capacité de mobiliser des ressources techniques et financières. La revendication a donc été une revendication d'intervention de la force publique.

- Axe 2 : la valorisation du paysage culturel

Contrairement à l'axe 1, la volonté affichée de pouvoir valoriser le paysage culturel de Opunohu est avant tout une revendication d'implication des acteurs locaux eux-mêmes. Comme l'explique Frédéric Torrente :

« Paradoxalement, si le domaine public de 'Opunohu est perçu par les autochtones comme un lieu de dépossession foncière et un lieu où les activités touristiques/récréatives leur échappent et ne profitent qu'à des étrangers, il représente toutefois un espace intermédiaire qu'il faut « absolument préserver, laisser intact ». Ce souci de préservation environnementale du site qui est au centre des préoccupations de la population peut s'expliquer culturellement de plusieurs manières :

- *La vallée de Opunohu est un lieu où l'on se ressource, fait directement lié à l'omniprésence de l'eau douce (te vai ora) régénératrice qui coule secrètement à travers la forêt, animée par l'esprit de ses ancêtres.*
- *Mais la perception de ce paysage culturel est ambivalente : c'est le lieu où les ancêtres tels qu'on les voit aujourd'hui avec des yeux chrétiens, ont laissé de nombreuses traces (tapao), dans un espace qui est redouté ; des entités invisibles du Po (monde de l'invisible et du passé païen) y circulent de façon incontrôlable et peuvent être nuisibles pour le Polynésien chrétien d'aujourd'hui. En effet, le passé païen est souvent refoulé dans un inconscient collectif ambigu et il n'est pas conseillé de « fa'a'ara tō te pō » (réveiller les entités du monde invisible ancien) sous peine d'en payer soi-même directement les frais (comme par exemple contracter une maladie surnaturelle, ma'i tapiri).*
- *La perception mā'ohi d'un territoire domaniale est également très intéressante à considérer : c'est un lieu relativement neutre dans le sens où normalement, les conflits fonciers et l'indivision ne s'exercent pas, considéré plutôt comme un espace de richesses et de biens communs (l'eau douce, les mape, les fruits des arbres, la faune porcine sauvage, etc...).*

Au total, la valorisation du paysage culturel de la vallée est ressentie comme une priorité par la population de Papetoai, alors que le tourisme passe au second plan, sauf s'il implique la culture ou qu'il entraîne des retombées sur le village. »

Cet axe de travail renvoie au besoin évoqué précédemment de pouvoir se réapproprier symboliquement le territoire de Opunohu et de réaffirmer l'identité collective et la culture mā'ohi d'une grande majorité des habitants de la commune de Papetoai. La revendication vise à pouvoir orienter l'action publique selon la vision des habitants et à impliquer concrètement ces derniers dans la mise en œuvre d'actions de terrain.

- Axe 3 : l'encadrement du tourisme

Ce dernier axe renvoie en priorité de manière très pragmatique au besoin de mieux insérer la population, en particulier les jeunes inactifs, dans l'économie monétaire. L'activité touristique étant développée dans la zone, il s'agit de créer les conditions pour que la population locale puisse capter économiquement une partie de cette manne. Cet encadrement vise aussi bien sûr à mieux canaliser les flux et à réduire les impacts potentiels qu'ils pourraient générer.



1.2. Définition des enjeux et des valeurs partagées

1.2.1. Les enjeux

Les travaux de diagnostic et la concertation ont permis de donner un cadre d'interprétation de la vision et des demandes de la population de la commune associée de Papetoai. Pour résumer, il s'agit désormais de concevoir et de mettre en œuvre des projets et des actions dans la commune associée de Papetoai, et en priorité dans la vallée d'Opunohu, afin de répondre aux volontés suivantes :

- préserver l'environnement et le paysage culturel ;
- freiner l'érosion culturelle ;
- s'organiser pour faire valoir la parole et les idées de la population locale ;
- lutter contre les injustices sociales et pallier à la crise socio-économique de Papetoai.

Au cœur de ces demandes, on voit se dégager trois enjeux majeurs :

- **les liens de territorialité de la population avec Opunohu** : il s'agit de reconnaître et de retisser les liens de territorialité fondamentaux de la population avec son *fenua*, au travers des préoccupations sur l'environnement, le paysage culturel et les identités culturelles ;
- **la Jeunesse** : mettre au centre des préoccupations celle qui concerne l'avenir de la jeunesse, au travers la transmission culturelle et son insertion professionnelle et économique ;
- **la Gouvernance** : rééquilibrer les rapports de pouvoir et réparer les injustices en imaginant une participation active de la population locale aux décisions et à l'action concernant le territoire.

Ces enjeux sont transversaux aux problématiques environnementales, culturelles et socio-économiques évoquées et font l'objet de propositions concrètes en rapport à ces enjeux.

	Territorialité	Jeunesse	Gouvernance
Environnement	Préservation, lutte contre les espèces invasives, restauration écologique	sensibilisation, formation des jeunes professionnels	Participation à la gestion terre et mer
Culture	Réhabilitation, réappropriation symbolique et valorisation du paysage culturel	transmission des savoirs, animation culturelle	Reconnaissance au travers d'une concertation adaptée aux modalités locales traditionnelles
Emploi, activité économique	Volonté de créer une structure d'accueil et des activités dans la vallée de Opunohu	Formation et insertion professionnelle	Comité de gestion de la structure d'accueil et associations

1.2.2. Les valeurs

La définition des enjeux par la population locale s'accompagne de valeurs fondamentales défendues et appelées à être partagées par tous les acteurs locaux impliqués. Si on sent bien l'influence de l'Eglise protestante, il est à noter que les valeurs qui sous-tendent la définition de l'action collective à Papetoai sont suffisamment larges et inclusives pour pouvoir sans hésiter engager l'ensemble des parties-prenantes.



- Bien commun

Les habitants expriment le souci de préservation de la vallée en tant que « *faufa'a* » (c'est-à-dire richesse collective, bien commun) pour les générations futures comme pour la population actuelle. Cette notion de bien commun converge fortement avec la vision portée par les pouvoirs publics en charge du Domaine de Opunohu. Le paysage culturel est identifié comme un patrimoine commun qui fonde une identité commune avec l'ensemble des partenaires qui s'engagent à le préserver.

- Culture mā'ohi

Bien que le terme soit flou et recouvre des visions variées, la défense de la culture mā'ohi est proposée en référence au besoin d'éduquer les nouvelles générations, de transmettre les savoirs et continuer ainsi à assurer la résilience des populations autochtones.

- Écologie

La population locale revendique une relation particulière à l'environnement, une écologie qui lie la communauté à une terre. Le cadre de vie acquiert ainsi une valeur d'existence, car l'existence même de la communauté locale dépend du maintien de l'environnement et des paysages.

- Équité et justice sociale

Face à un sentiment d'injustice et de privation, les acteurs locaux sont en demande d'un rééquilibrage. Ils proposent que l'économie soit considérée comme au service du bien-être de tous et que les valeurs de partage et de redistribution soient intégrées à toute action collective sur le territoire.

- Temps long, neutralité politique et intérêt général

Le jeu social complexe qui s'exerce autour de la commune et des projets divers sur le territoire est fortement biaisé et tendu par les divisions provoquées par le jeu politique des partis. Les acteurs locaux souhaitent pouvoir ancrer les dynamiques d'action sur le long terme de manière indépendante des jeux politiques et des enjeux électoraux. En d'autres termes, il est demandé à l'ensemble des acteurs d'adopter une attitude de neutralité politique et de fonder l'intervention sur le bon sens et le sens de l'intérêt général au lieu des idéologies et des intérêts personnels.

1.3. Analyse stratégique et prospective

1.3.1. Ce qu'il faut réussir

« Te 'ohipa ra i 'ō nei ua ta'a 'ē i roto ia mātou, te autaea'era'a, terā pa'i parau e, e 'ite ra i te tahi. Nā mua a'e te ta'ata tahiti e tuō ā 'o na ia 'oe « e haere mai e tāmā'a! », e teie mahana te 'ore ra terā mau peu. Mai te peu terā 'ōpuara'a 'Ōpūnohu, e penei a'e nā na e fa'atupu fa'ahou terā mea, e parau vau ia Papetoa'i : *Ua ora 'oe Papetoa'i !* »

« Ce qui a disparu chez nous, c'est la fraternité, c'est le fait de reconnaître l'autre. Avant, le Tahitien, il t'appelait pour te dire « Viens manger ! », et aujourd'hui nos coutumes commencent à disparaître. Mais peut-être que par ce projet 'Ōpūnohu, on réussira peut-être à rétablir cette fraternité, je vous dis Papetoa'i : *Tu seras sauvé Papetoa'i !* »

Heimata T.



« I roto i tā mātou hi'ora'a, te aroha ra mātou i tā mātou huā'ai tamari'i, e mea maita'i paha e fa'aho'i mai i te ti' a'aura'a o tō mātou metua vahine 'o 'Ōpūnohu i roto i tō mātou 'apu rima, nā mātou e fa'anaho. »

« Nous, population, nous nous préoccupons pour notre descendance, nous pensons qu'il vaudrait peut-être mieux ramener la gestion de notre terre-mère 'Ōpūnohu dans nos mains, c'est nous-mêmes qui allons gérer. »

Punitai T.

Ces deux citations relevées lors de l'atelier participatif de juin 2016 résument bien les défis de ce que les acteurs locaux veulent réussir :

- rétablir de la cohésion sociale par le dialogue ;
- impliquer pleinement la population comme acteur du développement, ce qui sous-tend une responsabilisation et un engagement de tous ;
- s'approprier le processus et les outils de ce type de développement concerté afin de pouvoir se réapproprier symboliquement le territoire ;
- surmonter les clivages politiques qui déstabilisent la commune et les différences de représentation du développement local lui-même entre les différents acteurs.

1.3.2. Un processus de développement local durable plutôt qu'un Plan de gestion intégrée de la zone côtière

« E fa'aho'i fa'ahou i te parau o te rā'au i roto ia 'Ōpūnohu, nō te mea te rā'au e tupu nei i 'Ōpūnohu nei, e rā'au nō te fenua popa'a mai, mai te « falcata » e te « pinus », e ra'au 'ino roa, e fa'a'ore i terā ra'au. Te 'imi rā mātou i te rāve'a e tanu fa'ahou i te rā'au nō teie fenua mai te 'uru, te mati, te mau huru ra'au ato'a, rarahi ato'a e te haeha'a e tae noa atu te ha'amaita'ira'a i te mau marae e toetoe ra, ua riro terā e 'ā'ai nō mātou. »

« Il faut replanter les arbres remarquables à 'Ōpūnohu, car les arbres qui y poussent à présent sont des arbres introduits par les étrangers tels que le falcata et le pinus qui sont de mauvais arbres (arbres envahissants), que l'on souhaite couper. Nous cherchons un moyen de replanter de nouveau les arbres polynésiens tels que l'arbre à pain, le *mati* (*ficus tinctoria*), une multitude d'arbres grands et petits, sans oublier les vestiges culturels existants encore tels que les marae, qui sont les mémoires de notre histoire. »

Punitai T.

La population locale a proposé plusieurs actions de plantation. Il s'agit de planter des espèces pérennes (arbres), planter des espèces nourricières (arbres fruitiers) et planter des espèces médicinales, toutes sortes de plantes qui ont du sens et qui renvoient aux savoirs locaux, à la « Culture » et de manière un peu floue à une idée d'identité. Au regard de tous les autres projets



proposés, on peut interpréter la notion de « Planter » comme un symbole du renouveau et de la vision à très long terme d'un développement pour la jeunesse et les générations à venir. Pour la population locale, ce qui est mis en avant est une vision à très long terme du développement durable du territoire de Opunohu et toutes les actions concrètes immédiates ne sont finalement que des actions permettant de construire les conditions d'un développement futur. En d'autres termes, les acteurs locaux ont souhaiter dans une première phase poser les bases d'un développement futur, ils souhaitent dans un premier temps « planter les graines » du développement pour créer des opportunités et des capacités aux générations à venir.

Dans le contexte de Opunohu, comme à Ra'iatea et Taha'a, le raisonnement et l'expérimentation menés par le programme INTEGRE ont consisté à regrouper les différentes parties prenantes afin d'identifier collectivement les enjeux majeurs de gestion du lagon et les actions qui pouvaient être mises en œuvre concrètement pour y répondre, sans pour autant nécessairement identifier un quelconque cadre administratif et règlementaire contraignant. Cette approche « projet » présente l'intérêt de pouvoir tester les dynamiques collectives possibles et de susciter un travail transversal.

En effet, la gestion intégrée de Opunohu concerne différents secteurs d'activité et différentes administrations. Les activités marines, la pêche, le tourisme, les transports maritimes, l'urbanisation et l'artificialisation des côtes, l'agriculture, l'élevage, sont autant de facteurs qu'il faut intégrer dans une l'approche de gestion intégrée de la zone. Les compétences administratives sont quant à elles partagées entre de nombreux services du Pays et les communes (sécurité dans la bande des 300m à partir du rivage, aménagements côtiers) et s'exercent parfois de manière très segmentée dans des espaces très petits.

Deux principes fondamentaux ont motivé la méthode adaptative déployée par le programme INTEGRE.

- **Le premier principe consiste à appréhender l'espace de Papetoai / Opunohu comme un système complexe** dans lequel tout est en interaction nécessitant une approche transversale. Du point de vue méthodologique, la question est de savoir comment hiérarchiser les différentes thématiques à traiter : selon des critères objectifs liés à l'importance des risques pour l'environnement (et à terme pour les sociétés locales) ou selon des critères plus subjectifs liés aux représentations des acteurs locaux ? Le choix a été d'aborder les enjeux de gestion intégrée et de développement local durable par les enjeux identifiés par les acteurs locaux eux-mêmes, qu'ils soient thématiques ou sectoriels, liés à un espace donné ou concernant des acteurs spécifiques. Les enjeux perçus par les acteurs locaux sont alors comme des fils que l'on tire, ils permettent de créer la dynamique de gestion de manière concrète et appropriée sur un ou plusieurs sujets initiaux. Cette méthode permettait a priori d'ancrer d'emblée l'approche dans les préoccupations des acteurs locaux et d'y répondre de manière pragmatique en apportant des réponses concrètes et tangibles. Quelques soient les leviers qu'on actionne en premier pour agir sur le système, on finit par toucher à l'ensemble des éléments du système. L'ordre dans lequel on procède importe peu tant que cela fait sens pour les acteurs locaux et que cet ordre a été choisi par eux. On peut simultanément adopter une approche sectorielle sur un sujet, une approche en termes de gouvernance et d'acteurs à rassembler sur un autre, ou une approche thématique spécifique sur un territoire particulier, à toute échelle. L'enjeu est d'aborder les systèmes locaux par les entrées qui offrent le plus de potentiel de dynamique collective, en particulier lorsqu'elles peuvent s'appuyer sur un portage opérationnel par les pouvoirs publics locaux.
- **Le second principe est de considérer le territoire de Opunohu comme un bien commun** pour lequel chaque acteur usager ou institutionnel a une part de responsabilité en termes de gestion, à des degrés divers, sans pour autant rejeter l'idée selon laquelle les habitants ont tissé des liens



d'intimité et de territorialité complexe dans leurs espaces vécus et nourriciers du quotidien, ce qui leur confère un supplément de légitimité dans leurs espaces de proximité. La clé réside dans la capacité à intégrer les différentes échelles de travail, tant géographiquement, que socialement par la complexité du nombre d'acteurs à impliquer. Tout plan de gestion et de développement durable doit intégrer des problématiques hyper locales pour lesquelles des acteurs locaux ont des légitimités de fait, autant que des enjeux plus globaux à l'échelle de tout le lagon où les légitimités sont plus larges.

Dans ces conditions, l'enjeu premier a été de créer les conditions d'une coordination, d'un dialogue et d'une mobilisation des différents acteurs qui aillent dans le même sens.

Pour y arriver, la stratégie menée dans le cadre d'INTEGRE a consisté à mobiliser différents acteurs qui souhaitaient participer à un travail collectif en vue de répondre aux enjeux perçus et pouvant avoir potentiellement des impacts sur leur relation au territoire local. Cette méthodologie à visée essentielle d'efficacité dans le temps court du projet a effectivement permis de mettre en action un processus collaboratif entre collectivités, acteurs économiques locaux et population. Créer une dynamique sous forme d'un processus souple de concertation multi-acteurs pour coordonner des actions de gestion plutôt qu'un plan de gestion strict au sens juridique et administratif du terme (zonage, réglementation) semble bien être la méthode la plus adaptée au contexte local. Elle permet ainsi de répondre de manière simple et pragmatique à l'idée d'un développement sur le temps long pour lequel on doit d'abord collectivement « planter des graines » pour le rendre possible. L'idée de processus est donc bien plus parlante et plus proche de la vision à très long terme de la population qui souhaite entre autres « planter des arbres ». En outre, les notions de développement local et de développement durable sont elles-aussi bien plus parlantes que celle de gestion intégrée de la zone côtière (GIZC) du territoire. En définitive, le Plan de GIZC de Opunohu initialement prévu prend la forme d'un « processus de développement local durable de Opunohu ».



2. Les objectifs de développement local durable à Opunohu

2.1. La logique et les résultats recherchés

2.1.1. Une logique entre symbolisme et pragmatisme

Une logique symbolique est à l'œuvre dans les trois enjeux majeurs identifiés précédemment. L'enjeu de **territorialité** s'exprime par la volonté de réappropriation symbolique du territoire, les enjeux concernant la **jeunesse** vise symboliquement à regarder vers l'avenir et à se projeter sur le temps long, tandis que l'enjeu de **gouvernance** permet d'affirmer la volonté de reprendre son destin en main. La Culture mā'ohi constitue un fil conducteur entre toutes ces attentes symboliques : elle permet tout à la fois de répondre aux enjeux identitaires et d'appropriation du processus lui-même, et de répondre concrètement à la valorisation du paysage culturel vis-à-vis du tourisme.

Mais la logique qui sous-tend la définition des objectifs n'est pas que symbolique. Elle s'ancre aussi dans la réalité concrète des problèmes auxquels il faut répondre et compose avec les acteurs et les contraintes spécifiques. La logique est ainsi très pragmatique et chaque action du processus doit être pensée de manière très concrète pour apporter des résultats dans un temps raisonnable. La logique est aussi de pouvoir capitaliser chaque action pour avancer sur une autre, c'est le sens même de l'idée de planter aujourd'hui les graines pour créer les conditions d'un développement local durable de Opunohu et de la commune associée de Papetoai.

2.1.2. Les résultats concrets attendus par les acteurs locaux

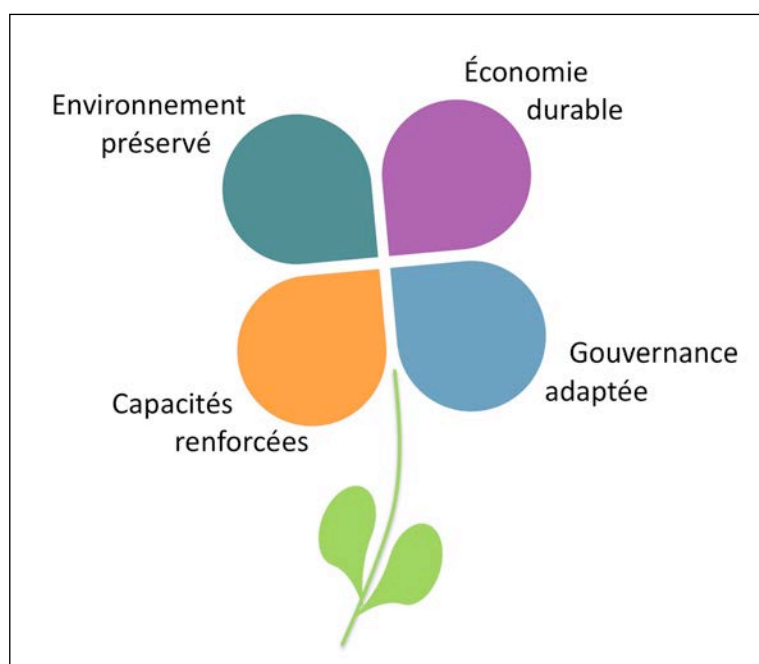


Figure 4 : Schéma représentant les quatre grands résultats recherchés par le processus de développement local durable de Opunohu

La concertation entre les acteurs locaux a permis de définir les résultats concrets attendus par le processus de développement local durable de Opunohu. Le processus est ainsi symbolisé par une fleur à 4 pétales (figure 4) renvoyant aux 4 résultats attendus une fois « plantées les graines ».



1) Résultat attendu 1 : un environnement préservé à très long terme

Les différents acteurs impliqués souhaitent voir préservés à long terme :

- le paysage,
- les ressources (eau, terre, nourriture),
- la biodiversité et les milieux,
- le cadre de vie,
- le littoral,
- la continuité terre et mer.

2) Résultat attendu 2 : une économie durable

Les différents acteurs impliqués souhaitent obtenir une économie durable définie comme suit :

- Les activités économiques sont en accord avec le résultat attendu 1 ;
- L'insertion économique de la population de Papetoai, en particulier des jeunes, est assurée dans les secteurs primaires, du tourisme, de la culture et de l'artisanat,
- L'économie profite à tous dans un esprit d'équité et de justice sociale

3) Résultat attendu 3 : des capacités renforcées

Les acteurs locaux impliqués veulent obtenir de meilleures capacités pour faire face à tous les enjeux grâce à :

- L'éducation générale,
- La sensibilisation à l'environnement des enfants, des jeunes, mais aussi du monde des adultes, en particuliers des professionnels,
- La transmission des savoirs et des savoir-faire locaux et culturels,
- La formation professionnelle des jeunes,
- La formation des animateurs du développement des collectivités et des associations.

4) Résultat attendu 4 : une gouvernance adaptée

Les acteurs locaux souhaitent que soit assurée une gouvernance participative adaptée au contexte spécifique de la commune associée de Papetoai, ce qui comprend :

- La reconnaissance des identités, des savoirs et de la Culture des habitants,
- La participation de la population à la décision et à l'action
- Des instances appropriées et représentatives
- Des collaborations avec les collectivités facilitées :
 - o Une simplification administrative
 - o Une collaboration commune-Pays plus claire et mieux coordonnée
- Des collaborations avec les acteurs économiques pacifiées et renforcées

Ces résultats attendus fondent les objectifs généraux que les acteurs locaux se fixent



2.2. Les quatre objectifs généraux du processus de développement local durable

2.2.1. Quatre grands objectifs répondant aux attentes des acteurs locaux

Pour chaque résultat attendu, les acteurs ont fixé des objectifs regroupés selon la même logique des « quatre pétales » symbolisant ce que l'on cherche à réaliser de manière simultanée et coordonnée pour obtenir l'épanouissement du développement local durable :



A. Garantir un environnement préservé



B. Développer des activités économiques durables



C. Éduquer, sensibiliser, former



D. Mettre en place une gouvernance participative

2.2.2. Les objectifs concrets et activités concrètes à mettre en œuvre

Le processus de développement local durable est ainsi précisé concrètement selon ces

Objectif A : garantir un environnement préservé

- Protéger les paysages terrestre, littoral et marin par toute action qui réduise les pressions, encadre les aménagements et les activités et modifie les pratiques des usagers ;
- Préserver les ressources terrestres et marines en réduisant l'érosion, les pollutions et
- Préserver les milieux et la biodiversité terrestre, dulcicole et marine par toute action de sensibilisation, de protection juridique et de suivi des milieux.
- Protéger le littoral en encadrant strictement les aménagements et en assurant l'accès à la mer.

Objectif B : développer des activités économiques durables

- Encourager les activités économiques nouvelles et soutenir les transformations nécessaires des activités anciennes permettant la préservation de l'environnement ;
- Soutenir les filières et les projets permettant d'encourager l'insertion économique de la population de Papetoai, en particulier des jeunes, dans les différents secteurs primaires, du tourisme, de la culture et de l'artisanat,
- Veiller à ce que l'économie profite à tous dans un esprit d'équité et de justice sociale au travers d'actions qui fassent profiter la population de Papetoai des retombées du tourisme en l'insérant dans des activités touristiques existantes ou nouvelles.

Objectif C : éduquer, sensibiliser, former



- Encourager les actions de sensibilisation de tous les publics à l'environnement, en particulier auprès des enfants, des jeunes et des professionnels,
- Organiser des actions de transmission des savoirs et des savoir-faire locaux et culturels,
- Former les jeunes aux métiers du développement durable dans les domaines de la culture, de l'animation, du tourisme, du secteur primaire et de l'artisanat,
- Former des animateurs du développement durable dans les collectivités et les associations partenaires.

Objectif D : mettre en place une gouvernance participative

- Mettre en place des instances qui garantissent la reconnaissance des identités, des savoirs et de la Culture des habitants,
- Créer les instances représentatives et une organisation qui assurent la participation de la population et de l'ensemble des acteurs locaux à la décision et à l'action,
- Développer des protocoles facilitant des collaborations avec les collectivités, grâce notamment à une simplification administrative et à une collaboration exemplaire entre le Pays et la Commune
- Développer des partenariats économiquement viables avec les acteurs économiques locaux.



3. La gouvernance du processus de développement local durable à Opunohu

La gouvernance constitue un enjeu transversal majeur du processus de développement local durable de Opunohu. L'objectif D défini collectivement doit pouvoir s'appuyer sur les idées des acteurs eux-mêmes et s'adapter à la réalité sociale spécifique locale en veillant à ce que les équilibres entre acteurs soient bien évalués. L'identification des acteurs et les propositions d'organisation qui suivent visent, d'une part, à renforcer la représentation des habitants dans les décisions et les actions mises en œuvre, d'autre part, à garantir les possibilités de dialogue entre les acteurs locaux dans le temps long.

3.1. Le renforcement de la représentation des habitants

3.1.1. L'identification des acteurs locaux à impliquer dans le processus

Une identification fine des groupes d'acteurs en présence a été entreprise par Hereiti Arapari. Une cartographie des acteurs à intégrer dans un comité de développement local est présentée en annexe 1. Sur cette base, un long travail de prise de contact et d'identification des représentants nominatifs a été mené, dont le résultat est présenté en annexe 2.

3.1.2. Création des instances permettant d'organiser une nouvelle gouvernance participative

Le processus participatif préconisé est un processus de co-construction du développement local durable. Ce modèle exige des acteurs impliqués un apprentissage collectif au travers de plusieurs instances permettant de répondre au plus près de l'objectif D.

Un comité de gestion de la structure d'accueil de Opunohu et une association gestionnaire

La création impliquant une structure d'accueil gérée par une association locale est une des actions phares mises en œuvre dans le cadre des projets INTEGRE et RESCCUE. Le comité de gestion créé est une préfiguration des possibles à Opunohu et Papetoai. Ce comité de gestion va avoir un rôle d'exemplarité et de test en matière de coordination et d'animation du travail collectif entre toutes les parties-prenantes du développement local durable à Opunohu. Pour faire fonctionner et gérer la structure d'accueil, l'association "Tau pi'i taumata fe'e fa'atupu hau" a été constituée (cf. Partie III, fiche action D1)

Un comité de développement local

La commune doit avoir un rôle moteur dans l'animation du développement local durable. Il est fondamental qu'il puisse s'appuyer sur un comité local rassemblant tous les acteurs locaux identifiés (cf. annexe 1). Ce comité de développement local (cf. Partie III, fiche action D2) constitue une plateforme de consultation et de dialogue entre acteurs locaux. Il est proposé par les acteurs locaux que le Maire préside ce comité et que 4 collègues le composent : le collègue « environnement et éducation », le collègue « culture, social et éducation », le collègue « activités terrestres » et le collègue « activités marines ».

Ce comité sera en charge d'examiner tous les projets proposés dans le cadre du processus de développement local durable de Papetoai et de Opunohu, il coordonnera la mise en œuvre des projets et leur évaluation. Il travaillera en étroite collaboration avec le To'ohitu qui sera un invité permanent.



Le To’ohitu de Papetoai

L’institution des to’ohitu prend naissance au XIXème siècle, pendant le Protectorat puis les Etablissements Français de l’Océanie (EFO). Elle est constituée de chefs ou d’aînés (*matahiapo*) ayant des compétences en matière civile et pénale, censés trouver des consensus en matière foncière et régler en interne les affaires locales indigènes. Cette institution disparaîtra en 1945, avec le début du système des Communes, sauf dans certaines îles éloignées comme dans l’archipel des Australes où elle se transformera en « conseil des aînés » représentant chaque lignage important. Le système des communes a eu pour effet de privilégier des représentants élus au détriment des chefs coutumiers. Dans certaines îles comme Rapa ou Rurutu (Bambridge 2009), le système des to’ohitu est réinstauré dans la municipalité, sous forme de « *to’ohitu api* » (nouveaux to’ohitu) comprenant des membres choisis par la mairie, représentant les différents ‘Opu (groupes de parenté) des îles.

Le To’ohitu de Papetoai (cf. Partie III, fiche action D3) aurait comme première fonction de conseiller du comité de développement local et de garantir que les savoirs culturels ont bien été pris en compte et transmis aux jeunes générations dans toute action menée. Sa fonction pourra être discutée et élargie dans le dialogue avec le Comité de développement local, sa composition et son fonctionnement devront être définis par les acteurs eux-mêmes.

3.2. Une organisation garantissant le dialogue entre les acteurs locaux et assurant la représentation de la population locale

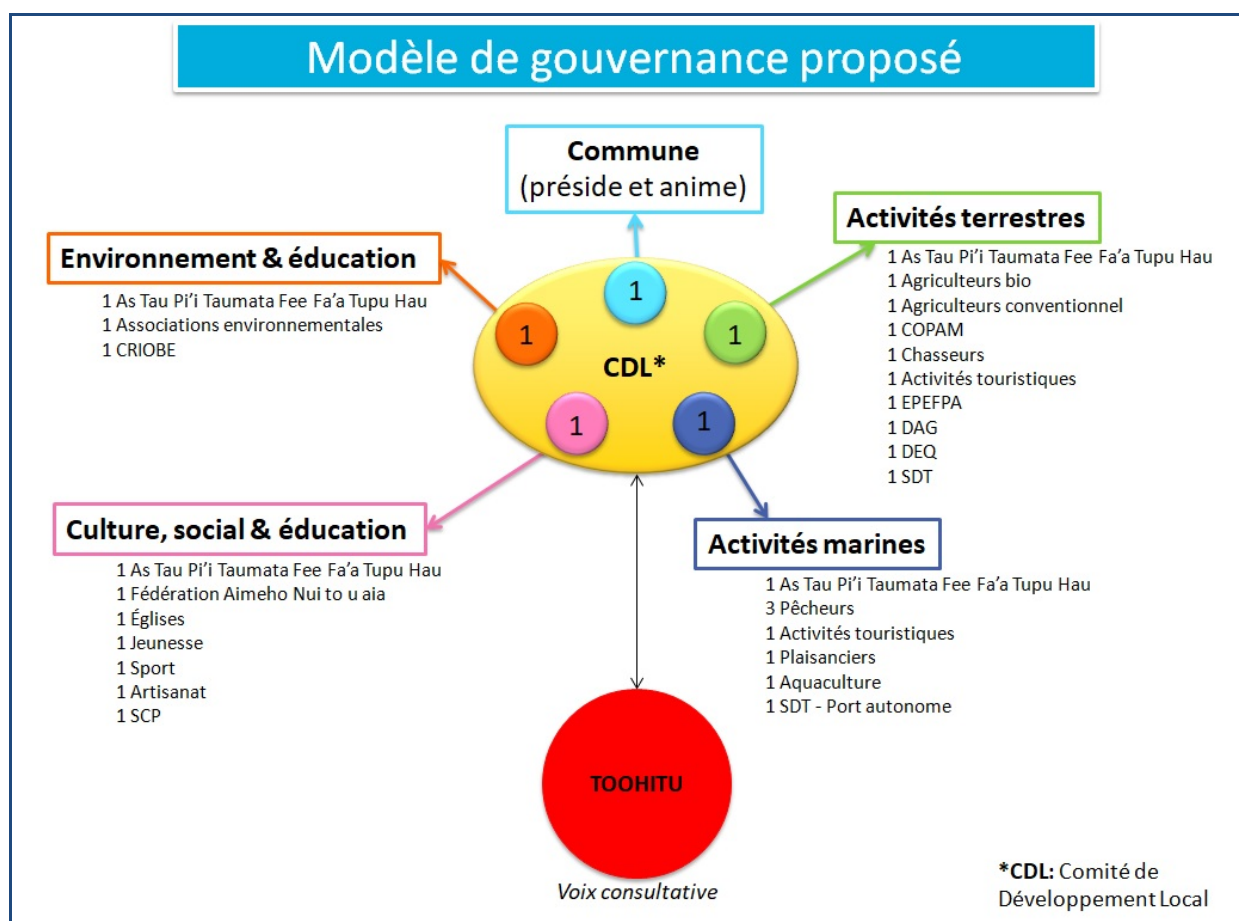


Figure 5 : Schéma représentant le modèle de gouvernance proposé



4. Les actions et les outils

4.1. Les actions enclenchées, « premières graines » du processus de développement local durable

4.1.1. Les premières actions pour une réappropriation symbolique du Domaine de Opunohu

Le processus suit une « logique projet » très pragmatique. Le principe de fonctionnement repose sur les propositions de projets portées par des acteurs locaux permettant de répondre aux objectifs fixés collectivement. Le Comité de développement local examine les propositions, retient ou rejette le projet et conseille les modalités de sa mise en œuvre en consultant tous les acteurs locaux.

De nombreux projets ont déjà fait l'objet d'un soutien et ont été mis en œuvre à Opunohu. En particulier, plusieurs actions visent la plantation d'arbres et de plantes médicinales et vivrières traditionnelles, l'amélioration des cultures d'ananas et de l'élevage porcin en matière d'impact environnemental. Plusieurs actions proposées s'intéressent à l'encadrement des activités des visiteurs de la vallée, grâce à la structure d'accueil déjà évoquée, la construction d'un refuge, la création de sentiers de randonnée et d'un parcours santé, la valorisation des vestiges archéologiques.

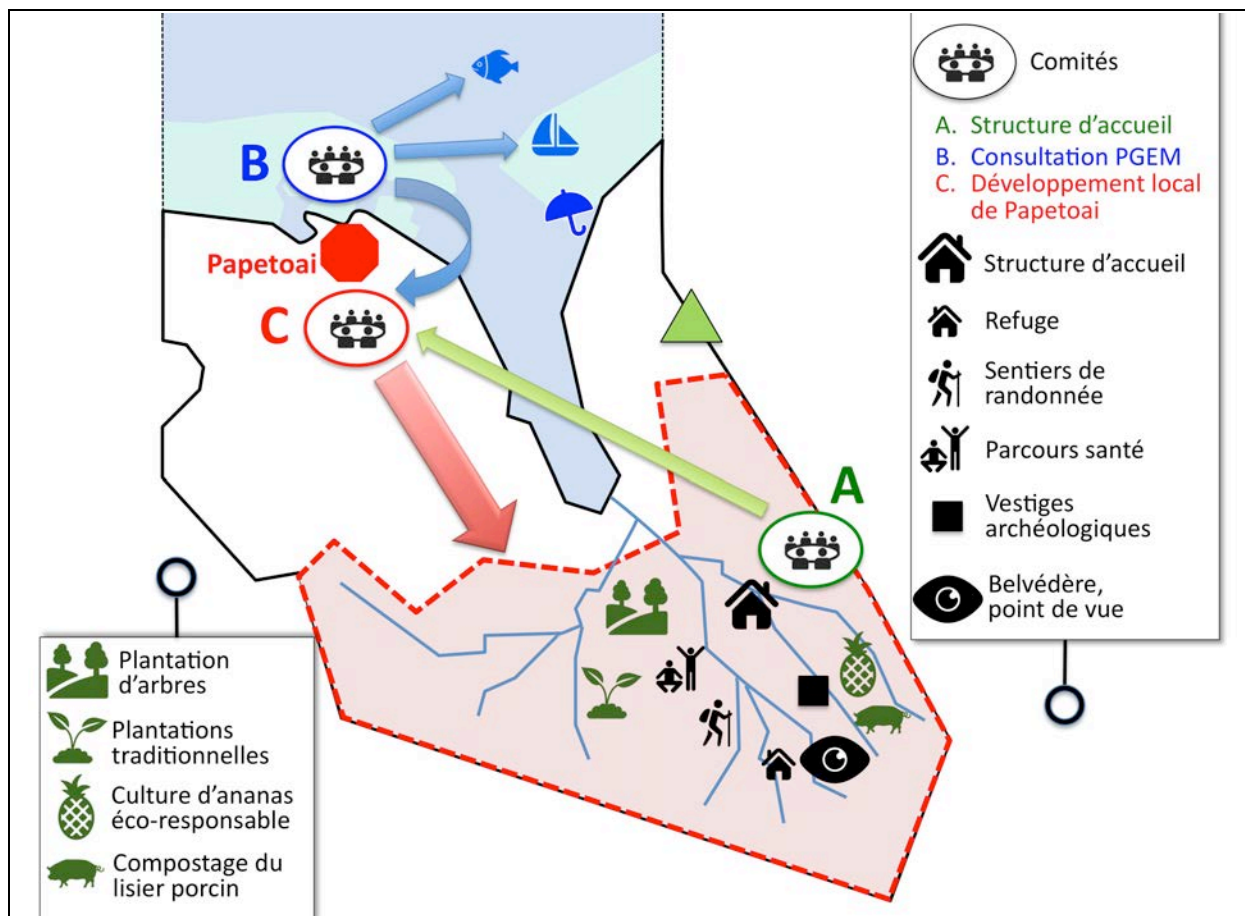


Figure 6 : Carte schématique des différents comités de concertation et des principales actions programmées ou enclenchées sur le territoire de la commune associée de Papetoai



4.1.2. L'articulation entre les différents comités participatifs

Les différents comités de concertation locaux ont chacun leur domaine d'intervention. La consultation pour la révision du PGEM et pour la consultation des pêcheurs locaux est déjà organisée afin de prendre en compte les acteurs locaux dans la gestion du milieu marin (Comité B). La structure d'accueil fait l'objet d'un comité spécifique en charge de gérer ses activités (Comité A). Le comité de développement local de Papetoai et de Opunohu est alimenté par les différents acteurs locaux et par les comités A et B au travers des différents collèges. Il met alors en place les actions qui permettent prioritairement le développement local durable de Opunohu.

4.2. Les outils

Le comité de développement local dispose de plusieurs outils pour fonctionner : un outil de planification général sur 10 ans, les fiches projets et les fiches actions.

4.2.1. Planification, évaluation et adaptation

Le processus de développement local durable de Opunohu ne s'apparente pas à un « plan » au sens juridique et technique habituellement donné. C'est un processus qui suit une logique projet de manière souple et ouverte. Pour autant, cela ne signifie pas qu'il ne faut aucune « planification » des actions. Le processus doit suivre un certain protocole qui permet d'assurer un suivi et une coordination entre les actions. Il est proposé un système simple fonctionnant de la manière suivante :

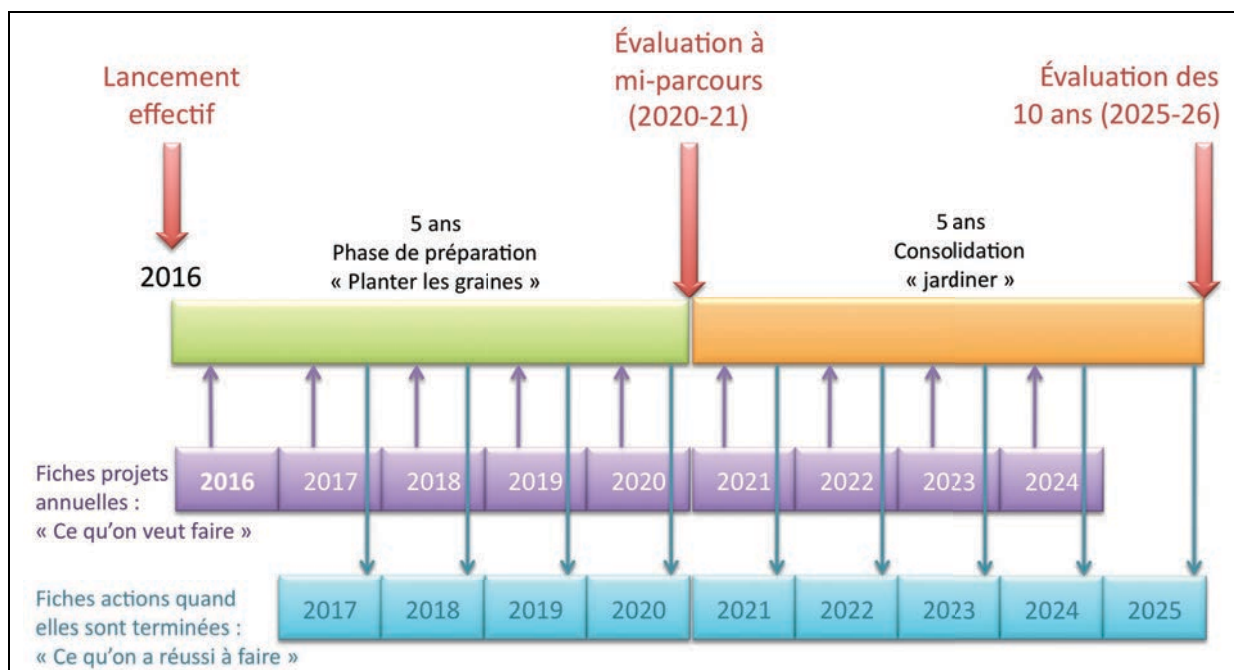


Figure 7 : Schéma de la planification générale du processus de développement local durable sur un cycle de 10 ans

- le processus se programme sur 10 ans avec une première phase de préparation de 5 ans durant laquelle les actions servent à construire les conditions du développement local durable, c'est la phase où l'on « plante les graines », et une phase de consolidation des actions déjà engagées, c'est une phase où l'on fait croître et ou on entretient les projets, il s'agit alors de « jardiner » les projets existants.



- Une évaluation à 5 ans permet de faire le bilan des actions enclenchées et de décider comment mener leur consolidation pendant les 5 ans qui suivent ;
- Chaque année, les acteurs locaux peuvent faire des propositions de projets grâce à des « fiches projets ». L'idéal est de caler le calendrier sur le calendrier budgétaire des collectivités publiques.
- Chaque année à partir de la seconde année, les responsables qui ont mené et finalisé une action rendent au comité de développement local une fiche action permettant de décrire ce qui a été fait et d'évaluer l'action.

4.2.2. Les fiches projets : « ce qu'on veut faire »

La fiche projet définit clairement et précisément ce que l'on veut faire.

Cette fiche liste ainsi :

- Le nom de l'action
- Les enjeux visés
- La localisation de l'action
- Les objectifs de l'action
- Le porteur de l'action
- Les partenaires
- Les responsables de sa mise en œuvre et les éventuels prestataires identifiés
- La méthode prévue de mise en œuvre
- Les résultats concrets attendus
- Le calendrier prévisionnel
- Le coût de l'action s'il est demandé de l'aide financière à des bailleurs

4.2.3. Les fiches actions : « ce qu'on a réussi à faire »

La fiche action décrit précisément ce qu'on a réussi à faire.

En plus des informations de la fiche projet, la fiche action liste :

- La méthode effectivement adoptée
- Les résultats concrets obtenus
- le retour d'expérience (ce qui a marché, les pistes d'amélioration)
- les documents produits

ANNEXE 1

Cartographie des acteurs à impliquer dans le comité de développement local durable

ANNEXE 1



ANNEXE 2

Identification nominative des représentants potentiels à impliquer dans le comité de développement local durable

Activités terrestres			
Représentants	Nom, prénom, fonction, contacts	Etat consultation	Informations à savoir
1 représentant de l'association TAUPIITAUMATAFEFAATUPUHAU	Jade YOU-SING , présidente 87278342 ysjademoz@gmail.com	Avis favorable	Jeune femme dynamique de Papetoai, qui a été une ambassadrice du projet INTEGRE, appartient au groupe référent du projet structure d'accueil, et parvint à devenir présidente très motivée de cette association. Elle vient d'une famille d'agriculteurs de Opunohu.
1 représentant des agriculteurs bio	Sophia TOOFA , agricultrice bio de Opunohu, trésorière du SCA BIO MOOREA, présidente de l'association agricole de Opunohu 87300350	Pas consultée	Agricultrice proposée par Eliane Garganta de la DAG, directrice d'antenne locale à Moorea.
1 représentant des agriculteurs conventionnels	Fredo TCHEN YONG 87787530 ou Angélique TEARIKI 87205834	Pas consultés	Agriculteurs de Moorea proposés par Eliane Garganta de la DAG, directrice d'antenne locale à Moorea.
1 représentant de la Coopérative des Producteurs d'Ananas de Moorea (COPAM)	Jean TAMA , Président 87705151	Contacté	Président et également agriculteur d'ananas
1 représentant des chasseurs	Jean Pierre TETUANUI , Président de l'association de chasse de Paopao no Moorea ou Anthony REREAO , vice-président 87793429	Avis favorable	Jean Pierre président et chasseur. Anthony vice-président, chasseur et agent technique de l'équipement de Moorea.
1 représentant des activités touristiques	Moise RUTA , président du Comité du tourisme de Moorea et prestataire	Avis favorable	Il trouvera un représentant en cas d'indisponibilité. Il travaille en collaboration avec la Commune de Moorea-

ANNEXE 2

	<p>touristique 87796677 rutammt@gmail.com</p>		Maiao pour organiser des évènements autour du tourisme.
1 représentant de l'Établissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles (EPEFPA) de Opunohu	<p>Guy SOMMER, directeur de l'EPEFPA 40561307 guy.sommer@educagri.fr ou Bruno ROZIER, directeur du Centre de Formation Professionnel et de Promotion agricoles (CFPPA) bruno.rozier@educagri.pf</p>	Informés	Bruno Rozier a été un collaborateur du projet INTEGRE pour les projets de développement agricole et durable à Opunohu, de plus est un acteur qui a très bonne connaissance du territoire.
1 représentant de la Direction de l'Agriculture (DAG)	<p>Philippe COURAUD, directeur de la DAG 40423580 philippe.couraud@rural.gov.pf ou Eliane GARGANTA, chef d'antenne de Moorea eliane.garganta@rural.gov.pf</p>	Avis favorable	Philippe C. serait le représentant idéal du fait sa grande connaissance du territoire mais pour des questions d'obligations professionnelles, il pense que Eliane G. serait le mieux placé car nouvelle chef d'antenne à Moorea. Eliane G. se propose d'être la représentante.
1 représentant de la Direction de l'Équipement (DEQ)	<p>Stéphane INGENITO, directeur DEQ Moorea 40561075 stephane.ingenito@equipement.gov.pf</p>	Informé	
1 représentant du Service du Tourisme (SDT)	<p>Rangitea WHOLER, chef de la section infrastructure 40476203 / 89338605 rangitea.wohler@tourisme.gov.pf</p>	Pas consulté	

Activités marines			
Représentants	Nom, prénom, fonction, contacts	Etat consultation	Informations à savoir
1 représentant de l'association TAUPIITAUMATAFEEFAATUPUHAU	Sylvie FOLITUU , trésorière	Avis favorable	
3 représentants des pêcheurs	<ol style="list-style-type: none"> Roberto LUTA, président de l'association Tamarii Parata no Papetoai et pêcheur Heimata TEIHOTAATA, trésorier adjoint et pêcheur de Papetoai 87229037 Nathalie FAAREPA, secrétaire 	3 Avis favorables	<p>Heimata T. est référent du projet INTEGRE, membre de la nouvelle église protestante, il participe aux diverses réunions PGEM, INTEGRE, ...</p> <p>Nathalie F. est référent des pêcheurs de Papetoai, membre du groupe des femmes et de l'école du dimanche de l'église protestant de Papetoai.</p>
1 représentant des activités touristiques	Moise RUTA , président du Comité du tourisme de Moorea, prestataire touristique et référent des activités nautiques 87796677 rutammt@gmail.com	Avis favorable	
1 représentant des plaisanciers	Aurore DEL PIA/NINGRES , représentante As des voiliers de Polynésie sur Moorea et référent des plaisanciers de Papetoai aurore.ningres@gmail.com	Avis favorable	
1 représentant des aquaculteurs	Yves QUEINNEC, Lopèze TAUHIRO , propriétaires de la Société aquacole d'Opunohu (ferme crevette) 40565154 / 87768998 queinnec@gmail.com	Contactés	
1 représentant du Service du Tourisme (SDT) /Port autonome	<i>Pas de représentant</i>	Pas consulté	

Culture, social et éducation

Représentants	Nom, prénom, fonction, contacts	Etat consultation	Informations à savoir
1 représentant de l'association TAUPIITAUMATAFEEFAATUPUHAU	Punitai TEIHOTAATA , vice-président 87373500 / 87326541 ou Léon HAREHOE , vice-président 87749049 harehoe.leon@mail.pf	Avis favorable	Punitai : personne ressource, référent de la culture à Papetoai Léon H. : guide de randonnée et président de l'association des jeunes sapeurs de Moorea
1 représentant de la Fédération Aimeho nui tou aia	Isidore HIRO , président de l'association Taatiraa Paururu ia Opunohu et président de la Fédération Aimeho nui tou aia 87785634 pat.bennel@mail.pf	Avis favorable	Son association a pour projet de planter des fleurs/arbres fruitiers en bord de route à Opunohu et un projet de construction de sanitaire au Belvédère. Se porte garant de porte-parole.
1 représentant de l'église protestante de Papetoai	Monique TAMATI Diacre, porte-parole de l'église protestante de Papetoai 87216820	Informé	
1 représentant de la jeunesse de Papetoai	Association Aarii Heiva Rau Francas , ahr.direction@gmail.com , ahr.secretariat@gmail.com , bgml@mail.pf ou Marie-Lou BYGORRE , présidente de l'association Aarii Heiva Rau 87729315 bgml@mail.pf	Contactés	
1 représentant du sport à Papetoai	David GERMAIN , président de l'association MIRA de Papetoai	Pas consulté	Personne recommandée par Paita TERAITUA ancien président de l'association MIRA et reconnu comme référent du sport à Papetaoi.

ANNEXE 2

1 représentant de l'artisanat	Nelly LEBRONNEC , trésorière adjointe du Comité du tourisme de Moorea et référent de l'artisanat	Informé	Elle a été désignée par Moise RUTA président du Comité du tourisme de Moorea.
1 représentant du Service de la Culture et du Patrimoine (SCP)	Natea MONTILLIER , responsable de la cellule ethnologie du SCP natea.montillier@culture.gov.pf	Avis favorable	Elle a été nommée représentante du SCP par Hiriata MILLAUD, directrice du SCP. Conditions : mettre la direction du SCP en copie systématique des échanges avec l'agent identifié ci-dessus via l'adresse suivante : direction@culture.gov.pf

Environnement et éducation

Représentants	Nom, prénom, fonction, contacts	Etat consultation	Informations à savoir
1 représentant de l'association TAUPIITAUMATAFEEFAATUPUHAU	Patrick Mignon , secrétaire 87219585 patrick.mignonlh@gmail.com	Avis favorable	
1 représentant des associations environnementales	Edmée BROUSSIOUS , Présidente As Paruru ia Opunohu et vice-présidente de l'association PGEM de Moorea 87793393 vaabob@mail.pf	Avis favorable	Propriétaire foncière qui souhaite mettre en place des projets associatifs et personnels à Opunohu. Besoin d'accompagnement technique dans la définition de ses projets.
1 représentant du CRIOBE	René Galzin , scientifique du CRIOBE galzin@univ-perp.fr	Avis favorable	Il a été nommé représentant du CRIOBE par le directeur du CRIOBE Serge PLANES en soulignant leur pleine collaboration dans ce comité.

Résultat des consultations des représentants :

Tableau récapitulatif de la consultation

Avis favorable	16
Informé	4
Contacté	3
Pas consulté	5
TOTAL	28

